

Société : SCOP Terre vivante

Texte libre :

Bonjour,

Nous éditons un bimestriel "4 saisons" consacré au jardinage bio et aux alternatives écologiques sans discontinuer depuis mars 1982. Notre n° de CPPAP est le 0723G83447. Diffusé par abonnement et chez les marchands de journaux, notre titre est sociétaire des MLP. Enfin, nous sommes également adhérent au SPMS, un des syndicats professionnels de la FNPS.

En tant qu'éditeur de presse spécialisée, je ne peux que malheureusement constater la discrimination croissante opérée par le législateur entre les différentes publications, avec la classification en 3 catégories (IPG, Connaissances et Savoirs, Loisirs).

Que l'Etat, dans un souci de réduction de son déficit budgétaire, fasse des économies sur plusieurs de ces soutiens financiers aux filières de la Culture s'entend parfaitement. Que ces efforts soient toujours supportés par les mêmes acteurs s'entend beaucoup moins bien.

En effet, la presse IPG est la catégorie de presse systématiquement épargnée par les restructurations de la filière, est la catégorie de presse vivant le plus aux crochets de l'Etat, en témoigne encore l'aide d'urgence de 5 M€ accordée la semaine dernière pour faire face aux augmentations hors de contrôle des coûts de fabrication des journaux, livres et autres supports papier.

Si l'application stricte des règles de plafonnement et d'assortiment donne le retrait du circuit Ventes au n° d'un grand nombre de publications, des répercussions sociales en terme d'emploi seront la première couche de l'effet rebond, la seconde étant la disparition pure et simple d'un grand nombre d'éditeurs de presse, garants par ailleurs de la culturo-diversité.

Les conditions d'octroi ou de renouvellement d'un numéro de commission paritaire se sont durcies, faisant également porter le risque d'une disparition d'un grand nombre d'acteurs de la presse en général.

Vous connaissez les chiffres de la filière presse, (nombre de sociétés éditrices, nombre d'emplois concernés, CA dégagé, TVA récoltée....), pas sur du tout que les économies obtenues en rompant avec l'égalité de traitement des éditeurs issus de la loi de 1881, soient supérieures aux coûts que l'état devra supporter avec ces chômeurs supplémentaires.

Pour ce qui concerne plus particulièrement les règles de l'assortiment, aucun outil n'est aujourd'hui disponible chez aucune des 2 messageries pour permettre aux éditeurs de situer leur publication dans les 100 premiers CA de chaque point de vente. Le risque de déréférencement est certain pour des petites publications, pas sur que les diffuseurs aient bien compris la perte de CA qui s'en suivra.

Le lobby des quotidiens (nationaux et régionaux), le lobby des diffuseurs sont des acteurs d'influence efficaces, comprendre les enjeux globaux de la filière est essentiel pour garantir l'existence d'une pluralité des expressions et un bassin d'emploi conséquent.

Merci à vous donc d'avoir ouvert cette consultation publique pour permettre l'expression des opinions.